

# Les métropoles : apports et limites pour les territoires

## Déclaration du groupe Environnement et nature

Le climat et les menaces sur le vivant sont un défi central pour les métropoles. D'emblée disons-le, le présent avis ne traite pas ces questions à la hauteur de l'urgence. Notre vulnérabilité face à la déstabilisation du vivant et de la civilisation humaine ne peut plus être reléguée au second plan, ni même diluée. C'est dire les questionnements de notre groupe face à cet avis, si faible vis-à-vis des enjeux. Malgré l'implication intense des rapporteurs, et un rapport riche, le groupe environnement et nature ne votera pas cet avis.

La métropole est-elle un facteur d'enrichissement et de redistribution, ou au contraire d'assèchement des territoires ? Nous ne retrouvons pas dans l'avis ces nuances essentielles pourtant bien développées dans le rapport, alors que pour nous le contrat entre les territoires et la grande cité est la clé d'un avenir durable.

La métropole est aussi un lieu politique, qui a à la fois une capacité d'action et une pluralité de débats face aux grands enjeux. Même si les processus démocratiques sont critiquables, la grande ville reste le lieu d'élaboration du long terme, au point que les métropoles sont reconnues comme acteurs dans les processus issus de l'Accord de Paris sur les climats, là où les États stagnent.

Face à l'urgence, il nous faut faire des choix. Or par exemple, à quelques lignes d'intervalle, l'avis propose de respecter nos engagements climatiques tout en accélérant très fortement le très haut débit, dont la 5G, en gros sur l'ensemble du territoire sans exception. « *Tout, tout partout, sans choisir* », alors non, ce n'est pas notre idée d'un avis du CESE au service de l'intérêt de notre pays et de son avenir. Maximaliste sur cette question du haut débit dans le monde rural, l'avis assure en revanche un service a minima sur les transitions écologiques et énergétiques. Sur la gouvernance climat (préconisation 10), Il nous propose ainsi une dérisoire et impuissante « *unification des indicateurs* » là où il nous faudrait unifier et coordonner la planification économique, sociale et environnementale.

De même, sur l'artificialisation des terres, alors que 236 Ha de sols sont bétonnés ou goudronnés en France chaque jour, l'avis se contente de proposer de « limiter » le phénomène. Il se place ainsi en dessous du Plan biodiversité du gouvernement qui projette l'objectif de « *zéro artificialisation nette* ». Cela est plus que dommage, car la métropole était l'échelon idéal pour traiter du problème en profondeur.

Autre point, que va-t-il advenir des approvisionnements alimentaires dans les mégapoles, actuellement sous perfusion d'importations de biens en tous genres ? Ici, l'avis situe bien ce risque de rupture dans les systèmes alimentaires d'ici 2050, mais il ne le traite pas. Vivre d'Internet et d'eau importée en bouteilles plastiques, c'est ça notre avenir ?

Le monde dans lequel nous entrons n'a rien à voir avec celui dans lequel nous vivons. Il est de notre responsabilité de le regarder en face et de faire ensemble les choix les plus judicieux pour l'avenir. Faute de quoi, nous resterons dans les logiques passées, et continuerons à voir croître nos gaz à effet de serre, chuter la biodiversité, multiplier les inégalités et exploser la vulnérabilité de notre modèle de société.